

Révolution Sociale



Avril 2023



travailsocial.npa92@protonmail.com

nouveaupartianticapitaliste.fr



Révolution sociale - militant.e.s
du secteur social du NPA



revolution.sociale.npa

LE 6 ET APRÈS : GARDONS LA RUE & AMPLIFIONS LES GRÈVES, ALLONS CHERCHER LA VICTOIRE !

L'après une semaine de rassemblements et de manifestations spontanés tous les soirs, la mobilisation du jeudi 23 mars a été l'une des plus grosses journées du mouvement contre la réforme des retraites. Une des plus électriques aussi : irruption des jeunes dans des cortèges qui chantent pour la grève générale, foyers de mobilisation qui s'agrègent et se renforcent entre eux... La colère a déferlé dans la rue contre une réforme haïe, mais aussi contre un gouvernement au service des ultra-riches, contre sa politique qui est la même que tous ceux qui l'ont précédé, contre le pouvoir de toute une classe d'exploiteurs. Une colère collective qui s'est un peu étonnée d'elle-même, comme si tout ne faisait que commencer, enfin. Une colère collective qui est désormais une force : oui, on peut les battre ! Oui, tout peut changer !

Panique dans tous les palais

Ce qui gonfle nos cœurs fait dérailler le leur. Macron avait parlé la veille à la télé, en insistant sur les « piliers républicains », la police et l'armée. Droit dans ses bottes ? Plutôt des grognements de peur. Une peur qui passe aussi sur la nuque du roi Charles, dont la visite en France est annulée pour cause de manifestations. Les banquets sous les ors de Versailles devront attendre ! Après le passage en force du 49.3, il ne reste au gouvernement que le dernier recours de la brutalité policière, aveu de faiblesse politique d'un pouvoir de plus en plus isolé. Insultes, atouchements lors de fouilles, tabassages, gazages, mutilations, arrestations visant des militants et militantes d'extrême gauche, et même des journalistes... Ces techniques de violence d'État sont censées nous empêcher de nous mobiliser. Mais elles ne font qu'exciter toujours plus notre envie d'en découdre et notre révolte. Ils ne nous écoutent pas ? Eh bien, qu'ils dégagent tous !

Angoisse à tous les sommets

Monarques et présidents ne sont pas les seuls à être mal à l'aise face au débordement de colère des travailleurs, des travailleuses et des classes populaires. Tous les amateurs d'ordre commencent à paniquer face à notre force collective et à la possibilité qu'elle s'exprime hors des cadres préétablis.

Dans un débat télévisé le 23 mars, François Ruffin et Sandrine Rousseau de la Nupes ont davantage appelé à la paix sociale qu'à la révolte, alors que Jordan Bardella du RN choisissait la carte du silence prudent pour pouvoir jouer sur tous les tableaux.

Chez les dirigeants de l'intersyndicale, le discours varie souvent ! Certes, sous l'impulsion du mouvement, ils appellent à une nouvelle journée de grève mardi 28 mars. Mais d'un autre côté, pour eux, si Macron est coupable de quelque chose, c'est d'inciter à la révolte. Philippe Martinez dénonce ses « provocations ». Laurent Berger appelle à « calmer le jeu avant un drame » et à « mettre sur pause » la réforme. La réforme ou la mobilisation ? Alors que c'est le retrait total que nous voulons !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Leurs solutions : miser sur le Conseil constitutionnel, ou bien en appeler à un référendum qui transformerait toutes nos revendications en une question fermée, dans la solitude de l'isoloir, au cours d'un processus qui durerait plus d'un an. Mais où est notre force ? Pas dans les salons des juristes, pas dans les urnes à la saint Glinglin ! Ce sont notre mobilisation et nos grèves, maintenant, qui font trembler le pouvoir. Le gouvernement en fait l'aveu à coups de flics et de réquisitions.

Pour déjouer ces périls, il nous faut nous organiser, discuter entre nous du mouvement, de nos revendications, de nos perspectives et de nos méthodes, nous retrouver en assemblées générales et en comités de grève, par entreprise, en interprofessionnelles, dans des coordinations qui les regroupent... Dans tous les cadres, formels et informels, qui peuvent nous permettre de discuter de politique, de notre lutte et de comment la prendre en main.

La prochaine journée de mobilisation appelée par l'intersyndicale, ce jeudi 6 avril, doit être un levier pour isoler toujours plus le gouvernement, amplifier les grèves reconductibles, et pour imposer notre rythme et nos décisions à ce mouvement qui a déjà mis une énorme gifle à leur monde. Allons jusqu'à les mettre K.O. !



Brèves



10èmes rencontres du TS en lutte : on s'organise !

Les 10èmes rencontres nationales du travail social en lutte se sont réunies le week-end du 25 et 26 mars 2023. L'occasion de construire une véritable feuille de route pour continuer la construction d'un secteur social qui lutte. Dans un contexte de mouvement social d'ampleur c'est l'occasion de réaffirmer l'importance de nos revendications en les liant aux revendications contre la réforme des retraites.

A l'issue de ce week-end les objectifs sont annoncés : construction d'AG, de cortèges et d'actions du secteur social pour nourrir le mouvement interprofessionnel et également, la grève reconductible partout où c'est possible !

Conseil départemental de Moselle : jour de paie, jour de grève

Le 27 mars, le jour où était (enfin) versé le complément de traitement indiciaire Ségur à plus de 550 travailleurs sociaux du CD 57, les exclus avait décidé de se faire entendre. Une idée venue de la base suite à une discussion entre agents. Si le syndicat CGT avait soutenu l'initiative, déposé un préavis de grève et appelé à la mobilisation, ce n'était pas le cas de l'intersyndicale SUD-CFDT-CGC-FO pour qui toute mobilisation était prématurée et risquait "d'énerver" le patron avant la "réflexion" promise sur les fonctions d'accueil dans les Centres Moselle Solidarités qui pourrait permettre de négocier une compensation pour certains agents. Mais malgré les appels à l'inaction des syndicats majoritaires, plusieurs dizaines d'agents - agents d'accueil, secrétaires médico-sociales ou travailleurs sociaux de la CRIP - ont fait grève ou ont débrayé. Un premier avertissement...

Loi Darmanin : toujours moins de droits fondamentaux !

Les sénateurs ont adopté un amendement visant à supprimer l'aide médicale d'état.

Sous une argumentation raciste, la droite remet en cause un principe élémentaire de santé publique et omet volontairement le fait que la majorité des personnes sans papiers paient des cotisations sociales et la CSG sans jamais pouvoir en profiter.

20 heures par jour c'est pas assez ?

A Ocellia Echirrolles, une mobilisation importante des étudiant.e.s est en cours. Tout est parti de la lutte contre la réforme des retraites et en chemin (et en AG!), les étudiant.e.s ont mis au cœur de leurs revendications un véritable droit de grève (levée d'assiduité!) ainsi que la question des stages et des droits étudiants.

La direction refuse pour l'instant de répondre positivement aux étudiant.e.s mobilisé.e.s, pire encore elle explique que tout va bien dans le meilleur des mondes à Ocellia ! Les étudiant.e.s et leurs soutiens n'auraient ils rien compris ? Ou alors peut être c'est qu'on les prends pour des c****! Aller encore un effort, Monsieur D., même si vous affirmez travailler 20h par jour, il faut maintenant trouver le chemin de la sortie de crise avant que ce mouvement s'étende au point que vous ne contrôliez plus rien !

Seine Saint Denis : le privé reprend l'accompagnement des allocataires du RSA...

D'un côté, le président (PS) du département se retire de l'expérimentation RSA (15 à 20 heures 'd'activité' en contrepartie)...., de l'autre il fait le choix de soustraire au privé ! Les agents qui assuraient l'accompagnement seront remplacés par des 'agences locales d'insertion'- qui recrutent des apprentis pour cette mission. Ces agences seront confiées principalement au groupe Ares, implanté aussi dans le secteur de la logistique et du bâtiment. Ares est un acteur majeur du développement de 'joint-ventures sociales', structures qui permettent aux entreprises du CAC40 d'afficher la transformation de l'insertion en activité rentable.

Après 55 ans ? Devenez maçon...

Et oui vous avez bien lu... Dans le cadre de la reconversion des 'seniors' Pole emploi ose proposer dans ses réunions d'information de préparer un CAP maçonnerie... Mr Bassères (DG pole emploi) vous savez qu'aucun patron n'embauchera un maçon à cet âge là ? Pas de perspectives d'emploi donc... D'un côté la baisse de 25% de la durée des droits aux allocations, de l'autre le recul à 64 ans de la retraite .. Et entre les deux ?